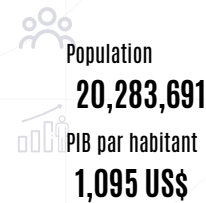
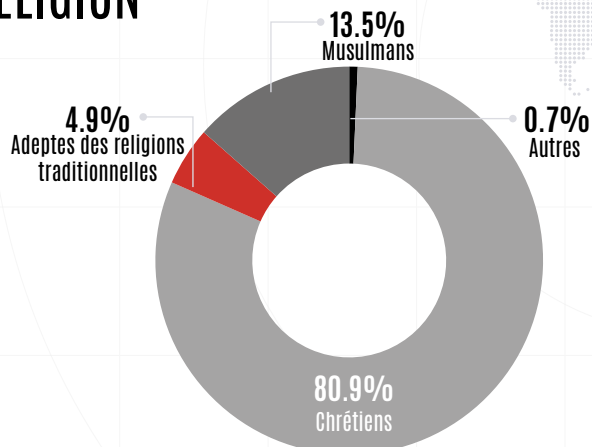




# MALAWI

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La République du Malawi est majoritairement chrétienne, bien que l'islam soit antérieur au christianisme et que l'on estime que l'islam soit arrivé au Malawi, à travers des commerçants arabes, entre le 15e et le 18e siècle.<sup>1</sup> Les premiers missionnaires chrétiens sont arrivés à la fin du 19e siècle.<sup>2</sup>

La Constitution du Malawi consacre la liberté religieuse.<sup>3</sup> Les lois du pays exigent que les communautés religieuses s'inscrivent auprès des autorités<sup>4</sup>, mais leurs croyances et activités religieuses ne sont pas soumises à la surveillance de l'État.

L'instruction religieuse dans les écoles primaires est obligatoire.<sup>5</sup> Cela inclut des études bibliques ou un cours d'instruction morale et religieuse, en fonction de la religion ou de l'affiliation confessionnelle des élèves.

Selon la Constitution, l'éducation cherche à surmonter l'intolérance religieuse (article 13, point f, iv).<sup>6</sup> Les groupes religieux sont autorisés à gérer leurs propres écoles privées et à offrir une instruction religieuse qui reflète leurs croyances respectives. Il existe également des écoles privées «subventionnées» – en général des établissements religieux – où le gouvernement paie le personnel enseignant, mais peut en contrepartie sélectionner une grande partie des élèves.<sup>7</sup> Les groupes religieux peuvent également détenir des stations de radio et

de télévision. Au moins 18 stations de radio et 10 chaînes de télévision sont affiliées à des groupes religieux. Environ 80 % d'entre elles sont de confession chrétienne, et 20 % sont de confession musulmane.<sup>8</sup> Toutefois, le contenu qui serait « offensant pour les convictions religieuses d'une partie de la population » est interdit.<sup>9</sup>

Les musulmans continuent de demander au Ministère de l'Éducation, en particulier dans les régions à prédominance musulmane, de soutenir « l'éducation morale et religieuse » plutôt que les cours d'études bibliques proposés dans les écoles chrétiennes « subventionnées ».<sup>10</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Au Malawi, les relations entre les communautés religieuses sont généralement bonnes. Néanmoins, en novembre 2019, il y a eu des désaccords dans le district de Balaka entre l'Église anglicane et certains musulmans, ce qui a conduit à des violences. Tout a commencé lorsque deux filles ont été empêchées de fréquenter une école chrétienne parce qu'elles portaient un hijab, en contradiction avec le code vestimentaire de l'école.<sup>11</sup> Une mosquée, une école primaire et la maison d'un ecclésiastique ont été endommagées lors d'affrontements ultérieurs.<sup>12</sup>

L'ONU a publié une déclaration condamnant les faits, et encourageant les malawiens à engager un dialogue pacifique pour résoudre leurs différends.<sup>13</sup> L'Association Musulmane du Malawi (MAM) a condamné les violences, et a souligné les relations gé-

néralement amicales entre les anglicans et les musulmans au Malawi.<sup>14</sup>

Le groupe musulman a saisi la justice en soulignant que la liberté religieuse incluait le droit de s'habiller conformément à sa foi, d'où un appel au gouvernement pour qu'il fasse respecter ce droit.<sup>15</sup> Pour sa part, Mgr Brighton Malasa, évêque anglican, « a appelé les autres Églises à la solidarité avec l'Église anglicane<sup>16</sup> », estimant qu'il s'agissait d'une question nationale.<sup>17</sup> L'affaire est maintenant devant les tribunaux.

Les rastafariens (Mouvement religieux et politique né en Jamaïque) ont traditionnellement été victimes de discrimination au Malawi, les écoles demandant aux élèves rastafariens de couper leurs dreadlocks.<sup>18</sup> Selon le Ministère de l'Éducation du Malawi, de telles mesures étaient nécessaires pour assurer la propreté des élèves et de l'école.<sup>19</sup> Il y a deux ans, un groupe de parents rastafariens a demandé l'aide du Centre pour les droits de l'homme, l'éducation, le conseil et l'assistance, parce que leurs enfants s'étaient vu « refuser l'admission dans les écoles publiques ». <sup>20</sup> En janvier 2020, un juge de la Haute Cour du Malawi a ordonné aux 7.000 écoles publiques du pays d'admettre « tous les enfants de la religion rastafarienne qui ont des dreadlocks ». <sup>21</sup>

Le Malawi a organisé des élections législatives et présidentielles en mai 2019. En février 2020, la Haute Cour a annulé le scrutin présidentiel en raison d'allégations de fraude. La Cour suprême a ordonné de nouvelles élections<sup>22</sup>, lesquelles ont eu lieu en juin 2020 et ont été remportées par le leader de l'opposition Lazarus

McCarthy Chakwera.<sup>23</sup> Le nouveau Président a été prédicateur pentecôtiste pendant 24 ans dans les « Assemblées de Dieu ». <sup>24</sup>

La Conférence épiscopale catholique du Malawi a publié une déclaration<sup>25</sup> appelant le nouveau Président (et le vice-président) à respecter leur engagement de lutter contre la corruption, de respecter l'État de droit, de respecter la Constitution, de fournir des services publics de qualité et de promouvoir le développement économique. Les évêques catholiques du Malawi espèrent que les nouveaux dirigeants du pays incarneront le « vrai sens du leadership qui signifie être au service des citoyens et de l'unité nationale ». <sup>26</sup>

La campagne électorale a été entachée par des violences. À Lilongwe, trois personnes sont mortes lorsqu'un cocktail Molotov a été lancé dans le bureau d'un parti politique.<sup>27</sup> Condamnant cet acte de violence, le Comité des affaires publiques (PAC), une association multiconfessionnelle basée au Malawi, a souligné que « toute vie humaine est sacrée » et a appelé les autorités à traduire en justice les auteurs des faits.

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

La liberté religieuse est globalement très respectée au Malawi, et les groupes confessionnels, par exemple dans les cas de conflit religieux entre musulmans et anglicans, cherchent à agir pour le dialogue. Le gouvernement et les tribunaux ont également pris des mesures pour protéger cette liberté, ce qui reflète un vif intérêt pour le maintien de la paix entre les groupes confessionnels du Malawi.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 [http://jiscnet.com/journals/jisc/Vol\\_7\\_No\\_2\\_December\\_2019/5.pdf](http://jiscnet.com/journals/jisc/Vol_7_No_2_December_2019/5.pdf)
- 2 <https://www.worldatlas.com/articles/religious-beliefs-in-malawi.html>
- 3 Malawi 1994 (rev. 2017), [https://www.constituteproject.org/constitution/Malawi\\_2017?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Malawi_2017?lang=en)
- 4 Office of International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/malawi/>
- 5 Ibid.
- 6 Malawi 1994 (rev. 2017), op. cit.
- 7 Ibid.
- 8 Office of International Religious Freedom, op. cit.
- 9 Ibid.
- 10 Ibid.
- 11 Yohane Symon, The Times, 7 janvier 2020, <https://times.mw/hijab-battle-goes-to-court/>
- 12 Yohane Symon, The Times, 5 novembre 2019, <https://times.mw/christians-muslims-clash-in-balaka/>
- 13 Maria Jose Torres, United Nations Malawi, 5 novembre 2019, <https://malawi.un.org/en/46784-religious-tolerance-and-respect-fundamental-human-rights-and-freedoms>
- 14 Hussein Musa, Malawi Muslims Official Website, 6 novembre 2019, <https://malawimuslims.com/mam-condemns-balaka-hijaab-unrest/>
- 15 Yohane Symon, The Times, 7 janvier 2020, <https://times.mw/hijab-battle-goes-to-court/>
- 16 Yohane Symon, "Hijab battle goes to court," op. cit.
- 17 Ibid.
- 18 Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, op. cit.
- 19 Daily Nation, 8 février 2020, <https://www.nation.co.ke/news/africa/Malawis-Rastafarians-win-landmark-ruling/1066-5448200-fgk37dz/index.html>
- 20 Ibid.
- 21 Ibid.
- 22 Laura Angela Bagnetto, RFI, 8 mai 2020, <https://www.rfi.fr/en/africa/20200508-malawi-s-supreme-court-rules-in-favour-of-election-rerun-but-only-with-original-candidates>
- 23 BBC News, 27 juin 2002, <https://www.bbc.com/news/world-africa-53207780>
- 24 Damian Zane, "Lazarus Chakwera: Malawi's president who 'argued with God'," BBC News, 29 juin 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-53221035>
- 25 Episcopal Conference of Malawi, 27 juin 2020, <https://www.ecmmw.org/new/2020/06/30/ecm-statement-on-fresh-presidential-elections/>
- 26 "The Bishops: 'Congratulations to the new president; we hope he will keep his election promises,'" Agenzia Fides, 30 juin 2002, [http://www.fides.org/es/news/67948-AFRICA\\_MALAWI\\_No\\_a\\_la\\_violencia\\_politica\\_lideres\\_religiosos\\_condenan\\_la\\_masacre\\_de\\_Lilongwe](http://www.fides.org/es/news/67948-AFRICA_MALAWI_No_a_la_violencia_politica_lideres_religiosos_condenan_la_masacre_de_Lilongwe)
- 27 Barron's, 7 mai 2020, <https://www.barrons.com/news/malawi-political-violence-kills-three-ahead-of-election-rerun-01588884903>